

La peste sarkozienne ou le choléra sauce hollandaise...

Dans son numéro du 15 avril 2012, *Faits et Documents* fait référence à une dépêche d'UPI, signée par le journaliste Arnaud de Borchgrave (considéré par beaucoup comme un « honorable correspondant » de la CIA, voire comme un agent). On y apprend qu'une réunion très discrète a été organisée le 16 mars par le *Council on Foreign Relations* (qui dicte la politique étrangère des États-Unis quelle que soit la couleur politique du président). L'un des intervenants français fut le mondialiste Thierry de Montbrial, membre de la *Commission Trilatérale* et président-fondateur de *l'Institut français des relations internationales*. Il laissait clairement entendre que F. Hollande serait élu et que la politique étrangère de la France changerait en conséquence.

Le 4 mai 2012, le *Financial Times*, quotidien de *l'establishment* anglo-saxon, publiait un article au titre évocateur : *N'ayez pas peur de la révolution française*.

L'auteur annonçait l'élection du candidat socialiste en précisant : « **En dépit d'un changement de gouvernement, les élites au pouvoir continueront à vénérer l'austérité. Personne n'osera remettre en cause le catéchisme de l'assainissement budgétaire** ».

Les Grecs, plus avancés que les Français dans l'application des mesures d'austérité du *cartel bancaire*, viennent de disqualifier les partis traditionnels ayant accepté le programme économique des bailleurs de fonds du pays. Par contre, les partis opposés à un accroissement de l'austérité, ont raflé 150 sièges au Parlement, soit la moitié exactement ! Il s'agit pour l'un de l'équivalent du parti de Front de gauche en France : il a battu le parti du gouvernement socialiste, le Pasok (second parti traditionnel) avec plus de 17% des voix.

À l'autre extrême, un parti de formation ultranationaliste qui a pour nom *L'Aube Dorée* fait son entrée au Parlement pour la première fois. Ce parti porte le même nom (Golden Dawn) que la société fondée par Aleister Crowley, à son époque grand mage de Lucifer et directeur de l'Église de Satan. De telles élections font que la Grèce devient ingouvernable puisque les deux partis ayant signé un accord avec la Troïka représentent désormais moins d'un tiers de l'électorat. Quel Premier ministre verrons-nous en Grèce ?

Rappelons ces propos de l'économiste Fabien C. de Saint Etienne : **la Grèce est un laboratoire et la France pourrait subir le scénario grec dans un laps de temps plus court**. Pour le moment, N. Sarkozy quitte la scène après avoir servi un show patriotique des plus ridicules, à l'issue des résultats. Que deviendra une UMP sans leader ? S'il s'agissait d'un responsable politique véritable (et non d'un grand commis de ses maîtres occultes), on pourrait dire que Sarkozy fut un traître exemplaire : à l'Intérieur, il donne un statut politique officiel à l'Islam (en prenant soin de bien inclure les courants fondamentalistes dans le Conseil Français de Culte Musulman) ; à Bercy, il vend au plus bas l'or de la Banque de France (400 tonnes) ; à la Présidence, après avoir snobé les militants le soir de son élection, il leur impose des ministres de gauche, court-circuite les ministres pour qu'aucun ne prenne de l'envergure, ne désigne aucun successeur et abandonne le navire au moment du naufrage !

Son ami « François », auditionné en 1998 par les *Amis* américains... de la Commission Trilatérale, lui succède donc, comme prévu. Ce même François Hollande qui affirmait, en août 2008, lors de l'Université d'été du Parti socialiste : « **Alors jamais la nécessité d'un Nouvel Ordre International n'a paru aussi nécessaire** ». Il s'alignait lui aussi sur le même projet des puissants évoqué par Nicolas Sarkozy : « **Nous irons ensemble vers ce Nouvel Ordre Mondial, et personne, je dis bien personne, ne pourra s'y opposer** » (16 janvier 2009).

Souhaitons maintenant que le *cartel bancaire* n'attaque pas les banques françaises très agressivement d'ici les prochaines élections législatives. Sans quoi, nous pourrions connaître le scénario grec du 6 mai, en faveur du parti de M. Mélenchon, l'ami de puissants sionistes, grassement rémunéré et porteur de l'idéologie des lumières de l'Enfer.

Rappelons que les mesures d'austérité des années trente permirent le triomphe du communisme et du nazisme. Rien de nouveau sous le soleil. Les tireurs de ficelles... se trouvent derechef au sein de la Haute finance anonyme et vagabonde.

DSK, liquidé par le clan américain, a finalement laissé la voie à François Hollande, celui que personne n'attendait, qui n'a jamais exercé de responsabilité ministérielle et qui était donné battu à la primaire du Parti socialiste. Celui que l'on appelle *Flamby*, que l'on qualifie d'incapable dans tous les courants politiques... a été propulsé à l'Élysée ! Que disent d'ailleurs ses propres amis ?

Martine Aubry : « *Il n'a aucune épine dorsale et il manque de caractère* » (30 juin 2011). « *Il n'est pas fiable* » (23 juin 2011). « *Arrêtez de dire qu'il travaille, François n'a jamais travaillé et il ne fout rien* » (30 avril 2011).

Ségolène Royale : « *Le point faible de François Hollande c'est l'inaction. Est-ce que les Français peuvent citer une seule chose qu'il aurait réalisée en trente ans de vie politique ?* » (6 septembre 2011).

Arnaud Montebourg : « **Hollande, c'est le principal défaut du parti socialiste** » (6 juin 2010)

Laurent Fabius : « *Une fraise des bois peut-elle cacher un éléphant ?* » (30 juin 2011). « *Franchement, vous imaginez François Hollande président de la République ? On rêve !* » (18 avril 2011).

Manuel Valls(1) : « *Quelqu'un qui me dit qu'il est normal, je commence à me méfier* » (11 juin 2011).

Ni François Mitterrand, ni Lionel Jospin n'ont voulu en faire un ministre ! Inutile de décortiquer son bilan en Corrèze : C'est calamiteux !

- (1) Lire dans les Brèves *religieuses* d'avril/mai 2012 ce que vaut ce personnage, franc-maçon et ardent défenseur de l'entité supranationale contre la souveraineté nationale.

François Hollande est appelé non pas à diriger la France, mais à finir le travail de Nicolas Sarkozy. Le tandem Sarkozy/Hollande, c'est le ticket gagnant de Wall Street, de la Synagogue de Satan, en vue de réaliser le triomphe de la révolution poutinienne... Les architectes de la perestroïka réussie de la Russie, sont maintenant aux commandes pour la perestroïka de l'Ouest.

François Hollande est leur jouet. Sa mission est de liquider la classe moyenne et de sacrifier ce qui reste de la souveraineté nationale sur l'autel de l'Union européenne.

Justement, le jour même de la déclaration du résultat des présidentielles françaises, le *bloc de commandement russe* intronisait de nouveau son poulain : V. Poutine. Le service de presse du Kremlin faisait savoir qu'aucun chef d'État étranger n'assisterait à la cérémonie de prestation de serment du président russe. Le président sortant, Dmitri Medvedev, a remis à V. Poutine l'insigne du président de la Fédération de Russie : une chaîne en or parsemée d'aigles à deux têtes et de médaillons représentant les croix de Saint-Georges et se terminant par un aigle bicéphale sur une croix de Saint-Georges rouge. Tout un symbole.

Dernière nouvelle importante de ce même jour, riche en événements : le Premier ministre israélien a annoncé des élections législatives anticipées pour le 4 septembre 2012. Voilà qui nous replace dans le contexte de la prochaine guerre contre l'Iran.

Les signes d'une grande tempête ?

Nous vivons probablement les dernières étapes de détente diplomatique entre l'Occident et l'Iran. Pour l'heure présente, il existe une énorme manipulation médiatique. Pour LIESI, les décisions sont déjà prises à ces niveaux supérieurs aux États-nations impliqués. Les élections le traduisent : le cartel va chercher à jouer les emplâtres pour encore quelques temps.

Récemment, lors d'une interview accordée au journal israélien *Haaretz* (25 avril 2012), le général Benny Gantz (chef d'État-major israélien) a admis que l'Iran ne cherchait pas à fabriquer la bombe atomique : « *L'Iran se dirige étape par étape vers le moment où il pourra prendre la décision de fabriquer une bombe nucléaire. Il n'a pas encore décidé s'il fallait franchir le pas. (...) Je pense que la direction iranienne est composée de gens très rationnels. Mais je suis d'accord qu'une telle capacité, dans les mains de fondamentalistes islamiques(2) qui, à des moments particuliers pourraient faire des calculs différents, est dangereuse* ». Ce militaire israélien (et pas n'importe lequel) avoue qu'il y a donc bien une réelle intoxication sur « *la bombe nucléaire iranienne* ».

- (2) Signalons au passage que les forces de défense israélienne (FDI) ne sont pas innocentes dans l'émergence du Hamas ! Dans un autre registre, le pouvoir chiite iranien a bien été mis en place par les réseaux américano-sionistes, avec la complicité de la France, sous VGE. On assiste aujourd'hui à une manipulation similaire avec les salafistes (pions des services secrets britanniques), qui parviennent au pouvoir de certains pays victimes des révolutions arabes... pilotées par les services secrets occidentaux. Il faut être aveugle pour ne pas comprendre que des forces supérieures aux États occidentaux se jouent de ces mêmes États, grâce au contrôle de certaines officines de services secrets, pour conduire l'Occident à sa perte.

Au cours des prochaines semaines, les États-Unis, la France, l'Allemagne, le Royaume-Uni, la Chine et la Russie chercheront à empêcher l'Iran de développer des armes nucléaires ou la capacité d'en produire. Toutefois les États-Unis fournissent déjà des bombes perforatrices de bunkers et des avions ravitailleurs à Israël et leurs deux armées multiplient les exercices militaires conjoints. **Y aurait-il une zone rouge dangereuse entre l'été et l'automne 2012 ?**

Dans le même temps, le scénario d'effondrement du bloc constitué par les pays faibles de l'Union européenne se confirme, comme annoncé dans le précédent numéro. Depuis sa publication, les agences de notation américaines du *cartel bancaire* ne cessent de dégrader l'Espagne et la banque Santander dont LIESI a annoncé, depuis plusieurs années, que sa chute produirait un séisme financier pour l'Angleterre (surtout la famille royale) et, ajouterons-nous, le système bancaire allemand, très impliqué dans la dette bancaire espagnole(3).

Dans le même temps, suite à plusieurs scandales sexuels au sein de sa garde rapprochée (le dernier s'étant produit en Colombie, après le Salvador) le service de sécurité du président Barack Obama fut décapité : un phénomène inquiétant dans le contexte actuel. Rappelons que les services secrets israéliens avaient signifié à B. Obama, et donc à ses services, qu'ils étaient à même de l'approcher avec une grande facilité quand ils le voulaient.

- (3) John Paulson, dont la fortune fut faite en spéculant sur l'effondrement de l'immobilier américain, en 2007, vient de mettre en place un ensemble d'outils financiers idéalement adaptés pour le scénario d'une explosion de l'Eurozone, et tout particulièrement d'un accident bancaire en Allemagne !

Un risque d'effet domino au Moyen-Orient

Les anglo-américains et leurs alliés caniches, dont la France au premier plan, ont ouvert la boîte de Pandore dans l'une des régions les plus explosives du monde.

L'Égypte est en voie de passer sous le contrôle des Frères musulmans (dont les dirigeants ont négocié des

accords avec les factions anglo-américaines pour accéder au pouvoir(4) et les salafistes(5). En vue des élections présidentielles prévues pour les 23 et 24 mai 2012, d'importantes tractations sont engagées entre ces groupes et les militaires. Amr Moussa pourrait être une figure de compromis pour les représentants de l'ancien régime et diverses forces révolutionnaires. « *Il a de bonnes chances de tirer un trait d'union entre les libéraux-démocrates, les islamistes et les militaires* », déclare Jane Kinninmont du Centre du Moyen-Orient de l'institut Chatham House. « *Bien qu'[Amr Moussa] soit un vestige de l'ancien régime et qu'il conserve de bonnes relations avec le Conseil suprême des forces armées présidé par le maréchal Tantaoui, il ne s'est pas discrédité. De plus, il a immédiatement soutenu la révolution et il n'est pas rejeté par les islamistes* », ajoute-t-il.

Moussa serait très probablement soutenu par les forces politiques et les intellectuels qui craignent l'islamisation du pays, alors que les habitants ruraux préféreront certainement voter pour l'autre favori - l'islamiste modéré Aboul Foutouh.

- (4) Des accords de ce type avaient été également conclus entre Khomeiny et Washington. Bilan final : une crise susceptible de déclencher une Troisième Guerre mondiale !
- (5) La Fondation Carnegie fut l'un des principaux organisateurs de la visite de la délégation des Frères musulmans à Washington, début avril 2012. Les uns comme les autres savent qu'ils ont besoin d'un appui réciproque, mais le plan ne va pas dans le sens attendu puisque les salafistes sont très puissants sur l'échiquier politique. Et en Égypte, les salafistes ne négocieront très probablement pas avec l'Occident. La marge de négociation des Frères musulmans se trouve donc très réduite car les représentants de l'électorat radical n'iront jamais aux États-Unis pour négocier quoi que ce soit.

Rien n'est joué et les tensions sont vives. Un membre des services du renseignement russe commente :

« *L'élection pourrait ne pas avoir lieu. Les enjeux sont trop importants et il existe un risque de coup d'État militaire* ». Les islamistes, eux, sont menaçants : « *Cela se terminera par une nouvelle révolution. On le chassera à nouveau (le candidat éventuel des militaires)* », a promis Khairat al-Chater, numéro deux des Frères musulmans, qui contrôlent le parlement depuis les législatives de janvier dernier. Rappelons que ces derniers, cherchant à ne pas effrayer les Égyptiens, avaient annoncé qu'ils ne présenteraient pas de candidat au poste présidentiel. Ils ont changé d'avis en disant que les candidats des autres forces politiques étaient une menace pour la cause de la révolution.

Pour toutes ces raisons, Israël est sur la défensive. En effet, selon un rapport présenté au Premier ministre Benjamin Netanyahu par le ministre israélien des Affaires étrangères Avigdor Lieberman, les événements en Égypte sont bien plus dangereux pour Israël que le programme nucléaire de l'Irak. A. Lieberman propose de reconstituer avec « trois-quatre divisions » le corps sud de Tsahal, dissous en 1979 après la signature du traité de paix avec le Caire. Tel-Aviv précise n'avoir aucun plan d'agression contre l'Égypte, mais la détérioration de la situation amène à prendre en compte toutes les options d'évolution possibles de la situation. Par exemple, la victoire des islamistes radicaux à l'élection présidentielle en Égypte.

En Irak, le pays se retrouve au seuil d'une guerre civile opposant chiites contre sunnites. Le 20 avril 2012, six attentats très meurtriers ont eu lieu dans les quartiers chiites de la capitale. Selon le renseignement irakien, les attentats furent perpétrés par la branche d'Al-Qaïda État islamique d'Irak. À l'époque de Saddam Hussein, la minorité sunnite se trouvait au pouvoir (environ 20% de la population). Avec l'intervention américaine et l'élimination de S. Hussein, le rapport de puissance s'est inversé. Les chiites sont arrivés au pouvoir et leur leader, Nouri al-Maliki, occupe actuellement le poste de Premier ministre. Il supervise tous les départements de sécurité : le ministère de l'Intérieur, le ministère de la Défense et les services de renseignement. Le dialogue avec les leaders politiques sunnites a été interrompu. Le plus grave est que d'autres pays s'ingèrent dans le conflit entre chiites et sunnites irakiens. Nouri al-Maliki est ainsi soutenu par l'Irak chiite tandis que les partis sunnites s'appuient de plus en plus sur leurs coreligionnaires des pays du

Golfe et de la Turquie. Washington, qui n'a cessé de déstabiliser le pays depuis des lustres, a finalement généré un axe Iran-Syrie-Irak...

Autre problème : **la Libye !** L'opération militaire engagée en Libye tourne au fiasco. Elle produit *in fine* les événements annoncés dès le début par LIESI : à la suite de l'intervention libyenne, on assiste en effet à la multiplication de nombreux foyers insurrectionnels régionaux, comme au **Mali**(6). Nous pensons que la folle opération menée par la clique Sarkozy/Juppé/Cameron/Obama en Libye pourrait se solder, au nord du Mali, par un nouvel État touareg, avec la présence de plusieurs organisations terroristes islamistes. L'armée malienne est incapable de lutter contre des Touaregs aguerris par le conflit en Libye(7) où ils se battaient dans les unités d'élite de l'armée de Kadhafi. Après sa mort, ils ont donc traversé la frontière et trouvé un nouveau théâtre d'opération pour y appliquer leur savoir-faire. Les vétérans libyens sont très bien armés et disposent des moyens de communication dernier-cri.

- (6) Récemment, un coup d'état militaire est survenu au Mali et le président Amadou Toumani Touré a été renversé. Le chef de la junte qui a pris le pouvoir, le capitaine Amadou Sanogo, a promis de rétablir rapidement la constitution et d'organiser des élections. Ce coup d'État est survenu alors que le président Touré avait annoncé qu'il quitterait son poste après les élections présidentielles prévues pour le 29 avril. Explication des militaires putschistes : le président Touré était incapable de régler la crise au nord du pays, où **l'armée malienne lutte contre les rebelles touaregs**. Les militaires l'accusent d'avoir sacrifié des troupes pour de nombreuses raisons.

Cependant, après le coup d'État, la situation n'a fait qu'empirer. Les Touaregs se sont emparés de la ville de Kidal, puis de Gao, où se trouve la plus grande base militaire de la région nord du pays. De plus, à en croire le représentant des rebelles Moussa Ag Assarid, l'armée malienne aurait abandonné Tombouctou.

Pour leur part, **les Touaregs sont soutenus par les fondamentalistes, probablement liés à Al-Qaïda au Maghreb islamique.** « *Actuellement, la présence d'Al-Qaïda, notamment de sa filiale nord-africaine Al-Qaïda au Maghreb islamique (AQMI), s'est considérablement accrue* », a déclaré Valentina Soria, experte en sécurité et contre-terrorisme du centre londonien RUSI. « *Jusqu'à présent, elle était confinée dans les régions frontalières entre l'Algérie, le Niger, la Mauritanie et le Mali, et elle ne pouvait s'installer nulle part. Mais la révolte touareg au Mali est l'occasion pour AQMI de créer un avant-poste solide* ».

De plus, pour protéger les frontières contre une intervention étrangère, ils recrutent des combattants de Mauritanie, du Niger, du Burkina Faso, d'Algérie et de Libye... islamistes. Le mouvement rebelle est dirigé par des soldats touaregs bien entraînés et armés, ayant combattu aux côtés de l'ancien dirigeant libyen Mouammar Kadhafi. Après sa mort, ils se sont déplacés au Mali, où ils ont formé le cœur de l'insurrection. C'est la raison pour laquelle de nombreux observateurs admettent une relation directe entre la guerre civile en Libye, en 2011, et le succès actuel des Touaregs au Mali. Kadhafi était une autorité écoutée des tribus frontalières. En outre, l'effondrement du régime libyen a globalement aggravé la situation dans la région située entre le Sahel et la Corne de l'Afrique, où arrivent les armes et les combattants restés sans emploi après le règlement de la crise en Libye. Par conséquent, l'activité extrémiste et séparatiste s'intensifie dans cette zone... comme cela fut annoncé par LIESI. Et ce n'est pas qu'un feu de paille ! Aujourd'hui, Al-Qaïda au Maghreb islamique (AQMI) prône le renversement des régimes laïques de la région et l'établissement de la charia... Tel est le plan d'une partie de la CIA.

- (7) La Libye est en passe de devenir une nouvelle Somalie. Le pouvoir massacre et torture les opposants avec la complicité de nos propres "dirigeants". Grâce aux Occidentaux, des milliers d'armes quittent la Lybie pour être transférées vers l'Égypte (afin d'assurer la prise du pouvoir par les salafistes et l'introduction de la charia), mais également vers la Tunisie. Une bonne nouvelle pour la Lybie : la production pétrolière repart en flèche !

Conclusion : que vont faire les voyous européens qui se sont déchaînés contre la Libye de Kadhafi ? Vont-ils organiser une opération nettoyage du *territoire du jihad* au nord du Mali ? En tout cas, pour l'instant, le nord du Mali devrait se transformer en royaume de l'anarchie. L'intervention de l'Otan en Libye et le meurtre

« rituel » accompli sur Kadhafi se soldent finalement par une menace de déstabilisation du Niger, du Mali, du Tchad, du Burkina Faso, de l'Algérie, de la Mauritanie, de la République centrafricaine, de la République démocratique du Congo et du Soudan(8). Et le premier à tenter d'en tirer profit sera le terrorisme international. D'ailleurs, les islamistes radicaux ont affiché leur intention de créer des camps d'entraînement pour les jihadistes du monde islamique entier, depuis le Moyen-Orient jusqu'au Caucase du Nord russe et à la région autonome Ouïghoure du Xinjiang chinois.

- (8) Là aussi, un grave conflit est sur le point d'éclater entre Khartoum et Djouba (le Soudan et le Soudan du Sud), pour la région pétrolière de Heglig. La confrontation entre les deux États provoquerait une réaction en chaîne à travers toute l'Afrique et conduirait à la redéfinition des frontières. La Russie et la Chine maintiennent traditionnellement des relations avec Khartoum, mais Pékin a également quelques contrats de plusieurs milliards de dollars avec le Sud. Les compagnies chinoises travaillent principalement dans les régions pétrolières contestées de Heglig et d'Abyei. Il est pour l'instant difficile de prédire ce que fera la Chine. Quant aux États-Unis, ils soutiendront très probablement Djouba. Si une guerre à part entière éclatait, la Chine et l'Occident (les États-Unis et la France) soutiendraient les deux camps, car ils ont des intérêts pétroliers dans les deux pays. La Chine arme déjà le Soudan du Sud. Mais elle conserve des liens avec le Nord d'autant que le pétrole du Sud est acheminé par oléoduc vers le seul terminal pétrolier actuel, situé au Nord. Tandis que les pays arabes soutiendront certainement Khartoum par esprit de solidarité islamique.

Gageons que ces camps serviront également à l'entraînement des agents infiltrés dans les grandes villes européennes en vue des prochaines guerres civiles, bien préparées par un bataillon de politiciens au service de *l'establishment* mondialiste.

La **Syrie**, elle, est toujours l'objet d'une attaque ciblée, tandis que des forces radicales pourraient bien prendre le dessus au **Yémen**, ce qui nuirait à la sécurité de **l'Arabie Saoudite**. Des tensions politiques sont toujours très vives au **Bahreïn** et dans les provinces orientales d'Arabie Saoudite, riches en pétrole. C'est également le cas au **Koweït** et en **Jordanie**. Point commun, entre eux : la présence d'importantes populations chiites et l'existence de groupes d'agitation extrêmement puissants. À ces nombreux foyers de crise, l'on peut encore ajouter des points chauds déjà recensés comme le **Pakistan**, **l'Afghanistan**, sans oublier des relations compliquées entre la **Turquie** et **Israël**. Début avril 2012, les forces maritimes et aériennes d'Israël et de Grèce ont effectué des exercices (nom de code *Noble Dina*(9) en Méditerranée, avec la participation de la sixième flotte américaine. Le nom de code de l'exercice : *Noble Dina*, n'a pas été choisi par hasard. C'est une référence à Noble Energy, une compagnie pétrolière américaine dont le siège est à Houston, et qui travaille sur les plateaux côtiers d'Israël, de Chypre, ainsi que dans la région du gisement litigieux. Noble Energy est implantée aux États-Unis, en Chine, en Équateur, en Israël, dans la mer du Nord et en Afrique de l'Ouest.

- (9) Selon le scénario de l'exercice, les sous-marins, les chasseurs et les drones turcs attaquaient les gisements de gaz sur le plateau de Chypre, les plateformes de forage et les gazoducs qui acheminent le gaz vers les réservoirs.

Cette stratégie d'action conjointe avait la Turquie pour ennemi potentiel ! Exactement comme l'année dernière, mais cette fois à une échelle plus large, et à proximité directe des côtes turques. **Que se passera-t-il lorsque les intérêts des États-Unis et de la Turquie ne coïncideront plus ?**

Début avril 2012, quand il évoquait les futurs événements du Moyen-Orient, le prix Nobel Nouriel Roubini expliquait que les seules tensions du Moyen-Orient suffiraient à propulser les cours du baril de pétrole, même sans une guerre ouverte contre l'Iran. Ce serait suffisant pour provoquer « *une récession mondiale* ».

Sur ce point, LIESI fait part de confidences récentes : il se peut que la flambée des cours du pétrole soit retardée de quelques semaines/mois si les banquiers internationaux choisissent d'appliquer un scénario d'accident bancaire conséquent en Europe ! Nous aurions alors une chute *temporaire* des cours du pétrole vers les 60-70 dollars (contre 115 actuellement) sur le Brent... avant un rebond musclé, nous replaçant dans le contexte de la *prime au risque du facteur iranien*.

La Turquie sera-t-elle impliquée dans le chaos régional du Moyen-Orient ?

Le sale boulot de Tony Blair, employé du *cartel*

Le politicien Tony Blair a quitté ses fonctions en 2007, UN MOIS avant le déclenchement de la crise des *subprimes*. Trois ans après ce départ opportun de la vie politique, l'homme qui a contraint G. Bush à cautionner la fable de Ben Laden pour l'attaque du WTC et à envahir l'Irak sur la base de mensonges ayant impliqué l'assassinat du Dr Kelly, a personnellement gagné 20 millions de livres ! Tony Blair est devenu un diplomate du *cartel bancaire*, placé auprès de certains gouvernements. En retour, sa société Windruch Ventures reçoit ses commissions au titre de *négociateur du cartel*. En 2011, elle a perçu plus de 9 millions de livres de commissions désignées comme *rémunérations pour services de management* !

Les cercles de pouvoir qui peaufinent la troisième partie du plan Pike/Mazzini, ont imposé Tony Blair comme représentant du QUARTET (États-Unis, Union européenne, Nations unies et Russie) au Moyen-Orient. Ce poste lui permet de passer une dizaine de jours par mois à Jérusalem dans un hôtel de luxe où un étage complet lui est réservé, tous frais payés. Profitant de sa pseudo conversion très médiatisée à la secte conciliaire, il s'est entendu avec le clergé apostat du Vatican pour constituer une association spécialisée dans le dialogue interreligieux (la Tony Blair Faith Foundation), qui poursuit l'objectif de constituer la future religion de Nouvel Ordre Mondial.

Plus incroyable, Tony Blair, diplomate du *Prince de ce monde*, a soutenu les sociétés Wataniya Mobile et British Gas dans leurs projets d'investissement... deux sociétés qui sont d'importants clients de **JP Morgan, la banque américaine fleuron de l'Empire Rockefeller, qui verse 2 millions de livres par an à Tony Blair pour ses conseils(10)**. Vous avez bien lu : l'une des pièces maîtresses du *cartel bancaire* de Wall Street est 'conseillée' par un politicien britannique de pacotille ! Relevons encore qu'en janvier 2010, *The Telegraph* écrivait que Tony Blair pouvait devenir un « conseiller » de l'entreprise française LVMH(11). Pour cet *emploi*, le journal britannique évoquait un salaire à SIX CHIFFRES.

- (10) En 2008, JP Morgan lui a fait signer un contrat le rémunérant à hauteur de 3,5 millions d'euros par an. Réponse d'un porte-parole de JP Morgan à un journaliste : « *Tony Blair utilise son immense expérience internationale pour apporter à l'entreprise **des conseils stratégiques et une compréhension approfondie des problèmes politiques internationaux*** » (sic!). Tony Blair occupe également un rôle semblable auprès de Zurich Financial avec une rémunération quasi-identique. Il est également conseiller permanent du gouvernement du Koweït et du fond d'investissement Mubadala, d'Abu Dhabi.
- (11) Dès qu'il a quitté ses fonctions de Premier ministre britannique, Tony Blair et sa famille ont séjourné en Méditerranée sur le yacht de Bernard Arnault.

On l'a compris : T. Blair est en réalité un employé du club oligarchique chapeauté par les puissants Rockefeller. Il nous permet d'anticiper sur le style des prochaines missions de Sarkozy.

Richard Murphy, comptable de Tax Research UK, chargé d'examiner les finances des sociétés de T. Blair, trouve bizarre que leur comptabilité soit si peu détaillée et manque de transparence, situation qui « *n'est pas dans l'esprit de la loi* ». Mais les services fiscaux savent parfois se monter compréhensifs !

Tout simplement, le *cartel bancaire* arrose ce négociateur modèle pour de multiples *services*. Également comme consultant et conférencier, très prisé à l'étranger. Certaines de ses conférences sont rémunérées la bagatelle de 140.000 livres (150.000€), sans compter les frais... et qui lui rapportent énormément. Cela n'est-il pas indécent ? Gagner pour une conférence le prix d'une maison de lotissement, n'est-ce pas scandaleux ?

Pour avoir accepté ce « pacte » avec les sectateurs de Lucifer, la *Famille Blair* possède une dizaine de maisons dont sa résidence principale à Londres (3,7 millions de livres) et une jolie demeure de campagne (5,7 millions)... en pleine récession ! Ultime précision :

T. Blair, porte-parole des oligarchies mafieuses, *religieux* sans scrupule, émissaire des forces occultes dont le programme officiel est de liquider 90% de notre humanité, perçoit du contribuable britannique une modeste retraite annuelle de premier ministre de 63.468 livres (71.800€)...

Mais intéressons-nous maintenant au **dernier contrat que doit accomplir Tony Blair pour ses maîtres**. Il vise particulièrement deux pays : **la Syrie et la Turquie**. Le 17 avril 2012, Tony Blair s'est déplacé aux États-Unis où il a rencontré le sénateur John Kerry, président de la Commission du Sénat sur les Affaires étrangères et membre de la société secrète des SKULL AND BONES. Deux jours plus tard, John Kerry a tenu une audition sur la politique syrienne. Il a alors introduit le **Plan B DE** Tony Blair et Barack Obama(12), à savoir la mise en place de « zones de sécurité » : terme utilisé par Tony Blair pour qualifier l'invasion des zones frontalières de la Syrie. John Kerry a alors recommandé de peser les « *risques et les avantages d'établir des zones de sécurité proches des régions frontalières de la Syrie* », et de voir comment elles pourraient être établies, ainsi que les implications pour les voisins de la Syrie.

- (12) Au préalable, Tony Blair avait discuté avec Obama pour s'entendre sur ce fameux *Plan B*, rendu public à l'issue de cette rencontre. Pour LIESI, ce plan ne vient ni des services de la présidence américaine, ni du cerveau du britannique. Il est l'objet de discussions préparatoires entre les deux hommes puisque quelques semaines auparavant, le président Obama avait rétrogradé le dirigeant de son équipe syrienne, Steve Simon du National Security Council (NSC), peu enclin à un engagement militaire, pour le remplacer par un autre responsable du NSC, Derek Chollet. C'est ce qu'on apprenait le 19 avril dans *The Cable*, le blog du magazine *Foreign Policy* : « *La Maison Blanche est mécontente des options qui lui sont proposées relativement à la Syrie et cherche une nouvelle stratégie pour renverser le Président Bachar al-Assad* », écrivait Josh Rogin. Selon Josh Landis, un expert de la Syrie, « *le gouvernement Obama souligne qu'il est sur le point d'effectuer d'importants changements de sa politique syrienne. On s'attend généralement à ce qu'il fasse preuve de plus de leadership en aidant à armer l'opposition* », alors qu'il s'en est tenu jusque là aux sanctions. **Ce changement est-il le fruit d'une réflexion de la présidence américaine ?** Y répondre positivement serait créditer Barack Obama d'un pouvoir plus important que celui qu'il possède réellement. Pour LIESI, Barack Obama représente la faction bolchevique américaine [depuis un an, nous préparons un document sur le sujet]. C'est d'ailleurs l'une des raisons pour lesquelles il a sauvé Wall Street à l'époque où Henry Paulson, l'ancien patron de Goldman Sachs, était Secrétaire d'État au Trésor US. À l'époque, B. Obama, « démocrate », avait consenti à Wall Street un geste coûteux (pour le contribuable), ce qu'aucun député républicain n'aurait osé faire... Belle illustration de la complicité entre les partis dominants, apparemment opposés.

Dans le fond, **le Plan B prévoit que la Turquie se sacrifie puisque la guerre « humanitaire » serait lancée à partir de sa frontière avec la Syrie**, mettant les deux pays pratiquement en guerre ouverte. Cette perspective suscite une vive opposition dans le pays, non seulement au sein des partis d'opposition, mais aussi chez les forces proches du parti AKP au pouvoir. Can Atakli, éditorialiste du quotidien *Vatan*, lançait une attaque sévère le 14 avril 2012 contre la politique du gouvernement, indiquant **qu'aider une intervention militaire contre la Syrie « signifierait une guerre avec les troupes iraniennes et russes aux frontières nord de la Turquie »**. Et sur un ton plus solennel encore : « **L'intervention militaire turque mènera à la Troisième guerre mondiale. La Turquie deviendrait le centre de la guerre et je ne veux même pas imaginer les dégâts que cela infligerait à la Turquie** ».

**Lettre d'Informations Économiques
Stratégiques Internationales**

BP 18 - 35430 Châteauneuf (F)

e-mail : liesiletter@gmail.com

Imprimé par nos soins - ISSN en cours (24 numéros)

Abonnement annuel :

112 € (soutien : 122 euros).

6 mois : 62 € et 3 mois : 34 €.

Abonnement ECONOMIQUE :

24 € pour 3 mois avec un seul envoi groupé,
le 30 de chaque mois.

Règlement à l'ordre de : **L.I.E.S.I.**

<http://trinite.1.free.fr>